

Entreprises

Publié le 19/11/2022

Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) est une taxe instaurée à l'initiative de la commune. Cette taxe est due par toute entreprise exploitant un support publicitaire (enseigne, préenseigne ou publicité) et ce, quelle que soit la nature de son activité.

Qui est concerné par la TLPE ?

La TLPE est due par l'entreprise qui exploite l'un des supports publicitaires suivants :

Dispositifs publicitaires : tout support pouvant contenir une publicité (ex : les panneaux publicitaires). Chacune des faces d'un dispositif publicitaire est appréciée comme autant de supports distincts.

Préenseignes : toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité, y compris les préenseignes dérogatoires. Chacune des faces d'une préenseigne est appréciée comme autant de supports distincts.

Enseignes : toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble ou située sur un terrain, portant sur une activité qui s'y exerce. L'ensemble des faces visibles des enseignes installées sur un même immeuble, dépendances comprises, se rapportant à une même activité, est apprécié comme un support unique.

La TLPE s'applique dans les communes ayant institué la taxe, uniquement lorsque le support publicitaire est fixe et situé en extérieur. Ainsi, les supports apposés à l'intérieur d'un magasin ne sont pas taxables.

De même, les supports de types « chevalets » ou « drapeaux mobiles », qui peuvent être déplacés facilement, ne répondent pas aux critères de fixité et ne sont pas taxables.

À savoir

L'exploitant du support publicitaire correspond au commerçant pour les enseignes et préenseignes ou à l'afficheur pour les dispositifs publicitaires (ex : panneaux publicitaires).

Quels sont les supports publicitaires exonérés de TLPE ?

Certains supports publicitaires sont exonérés de taxe de plein droit (automatiquement). D'autres supports ne sont exonérés que sur délibération des collectivités territoriales.

Exonérations de plein droit

Les supports suivants sont :

Affichage de publicités à visée non commerciale (pas de marque, de logo, etc.)

Affichage de publicités concernant des spectacles (ex : affiche de film ou de pièce de théâtre)

Supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire (ex : croix de pharmacie, carotte du bureau de tabac, plaque du médecin ou du vétérinaire, etc.)

Enseignes ou préenseignes indiquant le lieu d'exercice d'une profession réglementée (avocats, plombiers, architectes, etc.).

Enseignes exclusivement destinées à indiquer une direction. Dès lors que le support contient à la fois des indications directionnelles et tout autre élément à caractère publicitaire (ex : logo ou nom de l'entreprise), l'ensemble de la superficie exploitée du support sera soumis à la TLPE.

Panneaux d'information sur les horaires ou les moyens de paiement de l'activité exercée. De même pour les tarifs à condition que la surface totale du support ne dépasse pas 1 m²

Enseignes de moins de 7 m² en surface cumulée. Toutefois, une délibération de la collectivité peut instaurer l'application de la TLPE.

À noter

Par ailleurs, aucune taxe n'est due pour les emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Exonérations sur délibération de la collectivité

Les collectivités territoriales peuvent instaurer, sur délibération, une exonération totale ou partielle (réduction de 50 %) dans les cas suivants :

Enseignes non scellées au sol, à condition que leur surface ne dépasse pas 12 m² sur un même établissement.

Si la surface cumulée est comprise entre 12 m² et 20 m², l'exonération est limitée à 50 %.

Préenseignes inférieures ou égales à 1,5 m²

Préenseignes supérieures à 1,5 m²

Dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage

Dispositifs publicitaires apposés sur du mobilier urbain (ex : abri-bus, kiosques à journaux).

Renseignez-vous auprès de votre mairie.

Où s'adresser ?

Mairie

Quel est le montant de la TLPE ?

Le montant de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) **dépend du nombre d'habitants** de la commune ou de l' EPCI dans lequel elle est située.

Le montant de la taxe varie selon qu'il s'agisse d'un **dispositif publicitaire**, d'une **préenseigne** ou d'une **enseigne**.

Le montant de la taxe varie également en fonction de la **superficie de la publicité** et de la **nature de son support**.

	Tarifs de la TLPE en 2024 (en euros par m ²)	
	Superficie < 50 m²	Superficie > 50 m²
Support classique	17,70 €	35,40 €
Support numérique	53,10 €	106,20 €

Le montant de la taxe varie **en fonction de la superficie**. La superficie prise en compte est la somme des superficies des enseignes sur un même établissement.

Superficie des enseignes	Tarifs 2024	
Moins de 12 m²	17,70 €	
Entre 12 m² et 50 m²	35,40 €	
À partir de 50 m²	70,80 €	

Le montant de la taxe varie en fonction de qu'il s'agisse d'un **dispositif publicitaire**, d'une **préenseigne** ou d'une **enseigne**.

Ces tarifs s'appliquent également aux publicités extérieures situés dans une commune de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de plus de 50 000 habitants.

Le montant de la taxe varie également en fonction de la **superficie de la publicité** et de la **nature de son support**.

	Tarifs de la TLPE en 2024 (en euros par m ²)	
	Superficie < 50 m²	Superficie > 50 m²
Support classique	23,30 €	46,60 €
Support numérique	69,90 €	139,80 €

Le montant de la taxe varie **en fonction de la superficie**. La superficie prise en compte est la somme des superficies des enseignes.

Superficie des enseignes	Tarifs 2024	
Moins de 12 m²	23,30 €	
Entre 12m² et 50 m²	46,60 €	
À partir de 50 m²	93,20 €	

Le montant de la taxe varie en fonction de qu'il s'agisse d'un **dispositif publicitaire**, d'une **préenseigne** ou d'une **enseigne**.

Ces tarifs s'appliquent également aux publicités extérieures situés dans une commune de plus de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de plus de 200 000 habitants.

Le montant de la taxe varie également en fonction de la **superficie de la publicité** et de la **nature de son support**.

	Tarifs de la TLPE en 2024 (en euros par m ²)	
	Superficie < 50 m²	Superficie > 50 m²
Support classique	35,30 €	70,60 €
Support numérique	105,90 €	211,80 €

Le montant de la taxe varie **en fonction de la superficie**. La superficie prise en compte est la somme des superficies des enseignes.

Superficie de la publicité	Tarifs 2024	
Moins de 12 m²	35,30 €	
Entre 12m² et 50 m²	70,60 €	
À partir de 50 m²	141,20 €	

La superficie taxable correspond à la **superficie du rectangle formé par les extrémités** de l'inscription, forme ou image.

Les supports sont taxés **par face**. Par exemple, un panneau publicitaire recto-verso ou une enseigne à double-face sera taxé **2 fois**. Si un dispositif non numérique permet l'affichage successif de plusieurs affiches (affichage déroulant), les tarifs sont multipliés par le **nombre d'affiches**.

Comment déclarer et payer la TLPE ?

Déclaration de la TLPE

La création ou la suppression d'un support publicitaire fait l'objet d'une **déclaration**, au moyen du **formulaire n° 15702**. Cette déclaration doit être déposée à la **mairie**.

- [Déclaration des supports publicitaires pour la TLPE - Formulaire n°15702](#)

Où s'adresser ?

Mairie

Cette déclaration doit mentionner les **superficies et dates de création** de tous les supports publicitaires exploités, y compris ceux qui bénéficient d'une **exonération** (totale ou partielle).

À noter

Si l'entreprise compte **plusieurs établissements**, il est nécessaire d'effectuer une déclaration par établissement.

Païement de la TLPE

La taxe doit être réglée **par l'exploitant** du support **ou par le propriétaire** ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

La taxe est due sur les supports publicitaires **existants au 1^{er} janvier** de l'année d'imposition.

Lorsque le support est créé après le 1^{er} janvier, la taxe est due **à compter du premier jour du mois suivant celui de la création** du support.

Lorsque le support est **supprimé** en cours d'année, la taxe n'est pas due pour les mois restant à courir à compter de la suppression du support.

Quelles conséquences en l'absence de déclaration ?

Le redevable commet un manquement lorsqu'il ne **déclare pas** ou qu'il réalise une **déclaration inexacte**. Selon le cas, la procédure applicable varie.

En cas de déclaration inexacte, le maire (ou le président de l'EPCI) adresse au redevable une **mise en demeure** l'invitant à régulariser sa déclaration dans un délai de **30 jours**. La mise en demeure est accompagnée d'une **proposition de rectification** pour permettre au redevable de formuler ses observations.

Si le redevable **ne répond pas** dans le délai imparti, la proposition de rectification du maire est considérée comme acceptée par le redevable. Dans ce cas, le maire procède au recouvrement du montant restant dû.

Au contraire, si le redevable répond mais qu'un **désaccord persiste**, le maire fait connaître sa décision définitive dans les **15 jours**. Au terme de cet échange, le maire peut procéder au recouvrement du montant restant dû.

En l'absence de déclaration, le maire ou le président de l'EPCI adresse au redevable une **mise en demeure** de souscrire la déclaration dans un délai de **30 jours**. La mise en demeure est accompagnée d'une **proposition de taxation d'office**.

Si le redevable **ne répond pas** dans le délai imparti, la proposition de taxation d'office du maire est considérée comme acceptée par le redevable. Dans ce cas, le maire procède au recouvrement du montant dû.

Au contraire, si le redevable fait connaître **ses observations**, le maire lui adresse sa décision définitive dans les **15 jours**. Au terme de cet échange, le maire peut procéder au recouvrement du montant dû.

Attention

La déclaration inexacte ou l'absence de déclaration est punie d'une **amende de 750 €** pour les personnes physiques (entrepreneurs individuels) et **3 750 €** pour les personnes morales (sociétés).

Questions - Réponses

- [Où est-il interdit d'apposer des publicités extérieures ?](#)

[Toutes les questions réponses](#)

Et aussi...

- [Enseigne commerciale : règles d'installation](#)
- [Préenseigne commerciale : règles d'installation](#)
- [Publicité extérieure : règles d'installation](#)
- [Règlement local de publicité \(RLP\)](#)

Pour en savoir plus

- [Tarifs maximaux applicables pour la TLPE \(en 2024\)](#)
Source : Ministère chargé des collectivités locales

**Services en
ligne**

- Déclaration des supports publicitaires pour la TLPE - Formulaire n°15702
Formulaire

**Textes de
référence**

- Code des impositions sur les biens et services : articles L454-39 à L454-77
Taxe locale sur la publicité extérieure (partie législative)
- Code général des collectivités territoriales : articles R2333-10 à R2333-17
Taxe locale sur la publicité extérieure (partie réglementaire)
- Code général des collectivités territoriales : article L2333-15
Sanction applicable



VILLE DE
Châtillon

Hôtel de Ville

Horaires : Lundi, mardi, mercredi et vendredi : de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 18h

Jeudi : 13h30 à 19h — Samedi : de 8h30 à 13h30

Adresse : 1, place de la Libération, 92320 Châtillon

Tél. : 01 42 31 81 81